

22 MAI

15 mai 2018



INTERET GENERAL, SERVICES PUBLICS

En faire la CAISSE DE RESONANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Les prétendus « grands » médias ne s'en font pas toujours l'écho, ils auraient même tendance à vouloir en atténuer la portée, leur en donnant tout juste une portée de brèves locales, mais les actions et mobilisations se développent sur tout le territoire dans les services publics.

Les lieux et les moyens de cette mobilisation se multiplient. Scène d'une vie quotidienne : à tel endroit, ce sont les personnels d'un hôpital qui se montrent devant le lieu de leur mission de service public et montrent leur refus d'une nouvelle amputation de services qui éloigne encore plus les patient-e-s du droit à la santé. Ils et elles sont rejoint-e-s par la population et par des agent-e-s de la DG-FIP également dans l'action. Ces dernier-e-s s'inscrivent ici dans un mouvement de longue durée pour défendre eux aussi leur mission de service public et les moyens de la remplir en prenant encore à témoin les administré-e-s.

Elles et ils sont soucieux de pouvoir encore accueillir une population sensible et vieillissante, déboussolée et socialement fragilisée. Non loin, ce sont les cheminot-e-s qui sont engagé-e-s depuis plusieurs semaines dans l'action et entendent bien poursuivre, multipliant les actions à la rencontre de la population. De ceux-ci les médias parlent plus mais toujours tentent d'atténuer le mouvement quand ils leur faut pourtant bien reconnaître que peu de trains circulent. Des salarié-e-s du privé se joignent même aux fonctionnaires et agents publics, conscients que leur lutte pour leur pouvoir d'achat passe également par l'absence de privatisation des services publics.

Fonctionnaires et administré-e-s mobilisé-e-s de concert !

De ces scènes beaucoup d'habitant-e-s de notre pays en croisent désormais et les saluent.

Les abcès de fixation se multiplient, de ces abcès qui traduisent un ras le bol de choix politiques faits au détriment du plus grand nombre pour le profit de quelques un-e-s. Qui ne comprend que ces choix remettent en cause un modèle de société reposant sur le partage d'un patrimoine commun composé de services publics, de protection et lois sociales ?!! Qui ne comprend que ce sont nos retraités, nos enfants, nos malades, toutes celles et ceux que la vie a déjà fragilisés, toutes les victimes de ces choix, qui en souffriront ?!!

Aux Finances, les annonces déjà confirmées par le Ministre G. Darmanin ne font que confirmer les pires inquiétudes sans qu'il y ait besoin d'attendre fin mai les propositions du rapport d'« experts » bienvenu pour décider du prochain train d'amputation des services publics. Il est d'autant moins besoin d'attendre, que chacune et chacun peut constater sur le terrain, les dégâts des décisions déjà prises et non remises en cause. Rappelons que le programme Action Publique 2022 (CAP 22) « pourra notamment conduire à proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions », programme déjà engagé dans les ministères économique et financier.

Le puzzle des luttes dessine une mobilisation sociale d'ampleur !

Les Finances au cœur du tsunami



**Simplification
Contractualisation**

Les révisions de la fiscalité (mue de la fiscalité locale, élagage de taxes...) et transformations des modalités de recouvrement (prélèvement à la source, concentration y compris entre DGFIP et DGDDI...), la poursuite de l'aménagement des structures du réseau à la DGFIP avec l'objectif d'une trésorerie par EPCI (établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre), la mise en place d'agences comptables pour les grandes collectivités sur la base d'expérimentations (10 dans un premier temps)... répondent aux objectifs de CAP 2022 et au premier d'entre eux : commencer par supprimer 120.000 emplois de fonctionnaires en 5 ans dont 50.000 dans la fonction publique d'État et réduire de trois points la part de la « dépense publique » dans le PIB d'ici 2022. Les pires craintes sont en attente de confirmation côté gestion publique hospitalière et HLM.

La DGDDI est désormais plus que menacée par la concentration du recouvrement vers la DGFIP et la fin de son réseau comptable, ce qui ne signifie pas que la DGFIP profitera de l'opération. On y sait ce que peuvent apporter ou surtout n'apportent pas ces opérations de concentration. Elles permettent surtout de supprimer encore plus d'emplois publics, d'industrialiser, de délégitimer le service public en l'éloignant de l'administré-e, pour selon, finalement mieux en déléguer les tâches à une officine privée ou plus simplement le privatiser. Il n'est pas difficile d'imaginer jusqu'où peut aller cette mécanique.

La DGCCRF n'a toujours pas retrouvé sa cohérence avec une chaîne de commandement de la direction générale aux unités territoriales. Celles-ci, réduites à la portion congrue, se diluent dans des directions départementales de la protection des populations (DDPP) et des directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) ou dans les DIRECCTE (directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi).

Le désengagement du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique, le démantèlement à la coupe du réseau de l'Industrie, l'abandon de l'inspection d'installations classées à des officines, l'absence d'instance de dialogue social auprès d'une autorité administrative compétente, de la même façon, signe l'absence de volonté gouvernementale d'une cohérence entre, par exemple, le service du développement industriel, devenu économique, et l'inspection des installations classées... Et quand l'État se désengage, pourquoi donc parler encore de statistique publique ?

Pschitt service public et Fonction Publique ? Et si c'était NON !

Qu'est-ce qui, aujourd'hui mission de service public, pourrait ne pas être confié à la loi du marché sous les auspices de ses thuriféraires intéressés que sont les capitaux privés et leurs rentiers ?

C'est la question qui mérite d'être posée et que chacune et chacun doit se poser à la veille de la journée de grève et de la manifestation des trois versants de la Fonction Publique ce 22 mai à l'appel des organisations CFDT - CFE/CGC - CFTC - CGT - FAFP - FO - FSU - UNSA - SOLIDAIRES.

Parce que la question des services publics pose celle de la redistribution des richesses, parce qu'elle rejoint les combats sur le pouvoir d'achat de l'ensemble des salarié-e-s du privé et du public, pour SOLIDAIRES FINANCES et ses syndicats, elle est au cœur de revendications d'intérêt général et elle constitue un point de convergence pour les luttes qui aujourd'hui refusent la casse des solidarités qui font encore notre société, qui font encore société !

